



HAL
open science

Nicaragua, le tournant autoritaire sandiniste

Maya Collombon

► **To cite this version:**

Maya Collombon. Nicaragua, le tournant autoritaire sandiniste. Les Études du CERI, 2019, 239-240, pp.21 - 24. 10.25647/etudesduceri.239-240.04 . hal-03457695

HAL Id: hal-03457695

<https://sciencespo.hal.science/hal-03457695>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Nicaragua, le tournant autoritaire sandiniste

par Maya Collombon

Le Nicaragua a fait un retour dramatique dans l'actualité internationale après plusieurs décennies d'oubli. Depuis le 18 avril 2018, le pays est en effet entré dans la plus grande crise politique et sociale de son histoire depuis la révolution sandiniste de 1979. Plus de quatre cents morts, deux mille blessés, quatre cent disparus et autant de personnes torturées en six mois, des geôles engorgées et des dizaines de milliers de Nicaraguayens qui fuient majoritairement vers le Costa Rica voisin.

Pourtant, depuis l'épisode révolutionnaire, le pays est resté dans la mémoire internationale comme un exemple de révolution réussie, et certaines des personnalités politiques de l'époque continuent de hanter les mémoires des gauches européennes. Le retour au pouvoir en 2006 de Daniel Ortega, héros de la révolution sandiniste et ancien président dans les années 1980, ne peut cependant se comprendre sans considérer les profondes transformations qui ont affecté tant le parti sandiniste (Front sandiniste de libération nationale, FSLN) que Daniel Ortega lui-même. Usant d'une rhétorique révolutionnaire encore prégnante, ce dernier incarne un caudillisme népotique où le clan familial est au cœur des enjeux de pouvoir politiques comme économiques. Un pouvoir qui a désormais beaucoup de sang sur les mains.

Construire l'autoritarisme sandiniste

Lorsque Daniel Ortega et le FSLN perdent les élections de 1990 contre l'Union nationale d'opposition (UNO) dirigée par Violeta Barrios de Chamorro, les sandinistes n'imaginent pas qu'ils vont devoir attendre seize années avant de revenir au pouvoir. Durant cet intervalle, différentes transformations internes au parti le conduiront progressivement à renforcer la discipline partisane autour de la direction d'Ortega et à renouer des alliances qui peuvent, dans le contexte postrévolutionnaire des années 1990, sembler contre nature. La première étape de cette transformation est le congrès du FSLN de 1995 au cours duquel deux tendances, une plus radicale autour de Daniel Ortega et l'autre plus réformiste autour de Sergio Ramírez et Dora María Téllez, alors parlementaires du parti, s'opposent sur la direction du parti et ses choix stratégiques. Ces différends débouchent sur une scission, et quelques mois plus tard, la tendance minoritaire des deux parlementaires crée un nouveau parti, le Mouvement de rénovation sandiniste (MRS). Dans les rangs du FSLN, cette scission entraîne la mise en œuvre d'une stratégie de discipline partisane. Le parti est progressivement épuré de toute contestation interne et finit, au terme de la décennie, par être très fortement aligné derrière la figure de Daniel Ortega. L'opposition parle alors d'« orteguisme » pour dénoncer cette prise de contrôle sur le parti. La seconde étape de la transformation est marquée par les alliances que parvient à nouer Ortega avec ses ennemis d'hier. La principale alliance est celle qu'il conclut avec l'ancien président Arnoldo Alemán (1996-2000), du Parti libéral constitutionnel (PLC). Ce dernier est alors poursuivi pour corruption par son ancien vice-président devenu président, Enrique Bolaños. Il encourt la prison et cherche du soutien politique. Daniel Ortega et

Arnoldo Alemán concluent fin 1999 un pacte politique secret, connu sous le nom de « El Pacto », qui contient un certain nombre de réformes législatives soutenues par les parlementaires de leurs deux partis. Ces réformes visent à garantir l'immunité parlementaire aux deux hommes en tant qu'anciens présidents, la répartition égalitaire des nominations des hauts fonctionnaires des principales institutions de l'Etat, et surtout une révision de la loi électorale¹. Votée en 2000, cette dernière sera appliquée dès le scrutin de 2006. En abaissant de 45 % à 35 % le seuil nécessaire de voix et en fixant à 5 % l'écart avec le second candidat afin d'être élu au premier tour, elle facilite l'élection de Daniel Ortega qui l'emporte alors avec 39 % des voix (taux correspondant à un électorat stabilisé autour des 40 % du FSLN depuis 1990). Il va sans dire que ce pacte aura par la suite des effets dévastateurs sur les partis d'opposition qui vont alors se diviser sur une ligne de fracture pacte/anti-pacte, qui provoquera notamment la désunion de la droite nicaraguayenne.

Le premier mandat de Daniel Ortega (2007-2011) se fait sous les bons auspices du grand frère vénézuélien. Hugo Chávez finance alors très largement le gouvernement sandiniste qui peut déployer des politiques sociales de grande ampleur bénéficiant à une part importante de la population la plus pauvre du pays. Ces politiques sociales (plan faim zéro, distribution de paniers de vivres, plan toit, etc.) sont mises en œuvre par des entités locales du parti, les comités de pouvoir citoyen (CPC), qui s'assurent de la bonne adéquation entre distribution des programmes sociaux et appartenance partisane, et permettent d'étendre massivement l'activité militante sandiniste. Cette politique d'attention aux plus pauvres, *a fortiori* s'ils sont sandinistes, connaît un second souffle, bien qu'un peu moins fort, lors du deuxième mandat d'Ortega (2012-2016), jusqu'à décroître avec le tarissement progressif des fonds vénézuéliens. Après la chute des prix du pétrole de 2014, et malgré le soutien réitéré de Nicolás Maduro, le gouvernement sandiniste se rend à l'évidence : le pays doit chercher d'autres partenaires financiers pour compenser le retrait progressif du Venezuela. Le Nicaragua se rapproche alors d'un obscur chef d'entreprise chinois, Wang Jing, auquel il donne en juin 2013, après une discussion de deux heures à l'Assemblée nationale, la concession pour cinquante ans, renouvelable une fois, d'un futur canal interocéanique concurrent du canal de Panama. L'année suivante, Daniel Ortega obtient enfin du Conseil suprême de justice, dont il a nommé la majeure partie des membres, une réforme constitutionnelle qui l'autorise à se représenter indéfiniment. Après avoir gagné les élections de 2012 avec 62 % des voix, il emporte celle de 2016 avec 72 % des voix. Ainsi, il n'a de cesse de renforcer son contrôle sur toutes les sphères d'activités et de pouvoir du pays.

En effet, outre ses réformes politiques et sa gestion patrimoniale du pouvoir (illustrée notamment par l'élection de son épouse Rosario Murillo à la vice-présidence en 2016), il met en œuvre une politique d'accaparement des ressources économiques du pays. Comme l'a bien décrit l'anthropologue Florence Babb², l'élite économique sandiniste s'est progressivement rapprochée de l'élite politique sandiniste au point de fusionner en un seul

¹ S. Martí i Puig, D. Close (dir.), *Nicaragua y el FSLN (1979-2009) ¿ Que queda de la revolución ?*, Barcelone, Bellaterra, 2009.

² F. Babb, « Recycled sandalistas : From revolution to resorts in the new Nicaragua », *American Anthropologist*, Vol. 106, n° 3, 2004, pp. 541-555.

et même groupe aux intérêts partagés. Loin de l'image d'Epinal d'un Nicaragua révolutionnaire s'inquiétant des plus pauvres, les politiques économiques des années 2000 ressemblent beaucoup à celles de la décennie précédente, des politiques néolibérales qui, dans un contexte de forte croissance économique, bénéficient essentiellement à un groupe très restreint d'entrepreneurs – sandinistes, libéraux et conservateurs – où l'allégeance politique compte bien moins que la valeur des contrats.

Au terme de plus d'une décennie, le clan Ortega a ainsi réussi à construire un pouvoir autoritaire, modifiant à sa guise les normes juridiques, limitant largement le pouvoir des partis d'opposition, accaparant les ressources économiques tout en s'appuyant sur un discours en faveur des plus démunis censé alimenter la mobilisation des militants sandinistes. En diffusant son pouvoir à toutes les échelles, il parvient progressivement à fermer les espaces de pouvoir, n'hésitant pas le cas échéant à réprimer les groupes contestataires (étudiants, retraités, féministes, paysans) qui se multiplient et se renforcent malgré tout³.

Asseoir l'autorité, réinventer la dictature

Le 12 avril 2018, une importante partie de la réserve de la biosphère Indio Maíz sur la côte atlantique du pays a été détruite par un immense feu de forêt. Pendant près de quatre jours, aucune réaction n'est venue du gouvernement sandiniste qui s'est offert le luxe de refuser l'aide proposée par le gouvernement costaricien voisin. Quelques jours plus tard, les premières manifestations étudiantes ont exigé l'intervention de l'Etat pour éteindre le feu, et le 18 avril, les retraités – mobilisés depuis plusieurs années pour une revalorisation de leurs retraites – ont rejoint les étudiants dans les rues, réclamant par la même occasion l'annulation de la réforme des retraites qui venait d'être annoncée par le gouvernement⁴. Ce jour-là, la répression du gouvernement s'est abattue sur les manifestants, avec l'intervention des brigades anti-émeutes. Bilan : un premier mort et un grand nombre d'arrestations arbitraires, qui ont initié le début de l'escalade. Les cinq jours suivants, les étudiants sont sortis de plus en plus nombreux dans les rues pour manifester contre le gouvernement. Les images de la répression circulaient alors dans tout le pays : grâce aux téléphones portables, les attaques, blessures et assassinats ont été enregistrés et largement diffusés. Face à l'ampleur de la violence, les Nicaraguayens de tous âges et de tout milieu social, politisés ou non, se sont mobilisés et ont rejoint les cortèges d'étudiants manifestant ou ont pris le relais de ceux qui avaient commencé à occuper la majeure partie des universités de la capitale. Après une première accalmie, les affrontements ont repris, les étudiants fabriquant des barricades de pavés et tentant de se défendre des attaques policières ou paramilitaires armés de lance-pierres ou de mortiers. La situation n'a cessé de se dégrader alors que s'allongeait la liste des victimes, les morts se comptant par centaines. « Tirer pour tuer »⁵, c'est ainsi qu'Amnesty International a décrit cette stratégie répressive.

³ M. Collombon, D. Rodgers, « Sandinismo 2.0 : Reconfigurations autoritaires du politique, nouvel ordre économique et conflit social », *Cahiers des Amériques latines*, n° 87, 2018, pp. 13-36.

⁴ L. Chamorro, E. Yang, « Movilización social y tácticas de control en el neosandinismo : El caso de #OcupalNSS », *Cahiers des Amériques latines*, n° 87, 2018, pp. 91-115.

⁵ Amnesty International, *Shot to kill. Nicaragua's strategy to repress protest*, 29 mai 2018.

Début mai, l'Église catholique – encore puissante au Nicaragua – a décidé, sous l'impulsion de l'évêque Silvio Baez, d'intervenir et d'organiser une table de négociation dont elle est devenue la médiatrice. Après avoir annoncé sa participation, Ortega s'est retiré rapidement du dispositif et a cédé sa place à des porte-parole répétant en boucle les mêmes choses : les étudiants sont des « délinquants », des « vandales », des « terroristes », ils sont « manipulés par la droite qui tente un coup d'Etat »... Les négociations se sont épuisées, pour finalement se clore deux mois plus tard. Aucune des revendications des étudiants intégrant un front d'opposition toujours plus large n'a été écoutée : Ortega a catégoriquement refusé d'avancer les élections au mois de mars 2019. Sa seule concession : l'arrivée sur le territoire nicaraguayen d'une délégation de la Commission interaméricaine pour les droits de l'homme (CIDH) qui a commencé à enquêter sur les exactions du gouvernement, et dont les conclusions sont sans appel⁶.

Six mois après le début de la crise, la situation politique au Nicaragua est bloquée, les deux camps ne dialoguent plus, mais les actes de répression se poursuivent et les arrestations arbitraires se multiplient, inhibant progressivement les actions protestataires. Après l'interdiction de manifester, c'est la multiplication des arrestations de tout Nicaraguayen entendant exprimer son désaccord. En témoigne la manifestation clandestine avortée mi-octobre 2018 : alors que quelques opposants s'étaient retrouvés dans un supermarché (faute de pouvoir le faire sur une place publique rendue inaccessible par les forces de l'ordre), les policiers sont intervenus et ont arrêté la majeure partie d'entre eux. Acculé, affaibli et privé de soutiens internationaux notables, l'Etat s'est ainsi replié sur une politique de terreur qui fait ses preuves au quotidien : les Nicaraguayens sont atterrés et les mobilisations très fortement limitées. Ortega est plus que jamais un nouveau Somoza.

⁶ CIDH, « Graves violaciones a los derechos humanos en el marco de las protestas sociales en Nicaragua », Comisión interamericana de los derechos humanos, CIDH, OEA, 21 juin 2018.